

|  |
| --- |
| Note d’information sur la situation économique nationaleDeuxième Trimestre 2023 L’arrêté des comptes nationaux fait ressortir une croissance de l’économie nationale de 2,3% au deuxième trimestre 2023, au lieu de 2,2% durant le même trimestre de l’année précédente.**Les activités non agricoles ont affiché une augmentation en volume de 2,1% et celles du secteur agricole une hausse de 6,3%.****Tirée par la demande extérieure, cette croissance a été réalisée dans un contexte de forte inflation et d’une amélioration de la capacité de financement de l’économie nationale.**Une croissance économique soutenue par l’activité agricoleAprès une forte baisse de 13,5% durant le deuxième trimestre de l’année 2022, **la valeur ajoutée du secteur primaire** en volume, corrigée des variations saisonnières, a augmenté de 6% durant la même période en 2023. Cette évolution s’explique par la hausse de l’activité de l’agriculture de 6,3% au lieu d’une baisse de 13,5% une année auparavant et de celle de la pêche de 0,5% au lieu d’une baisse de 14,6%.**La valeur ajoutée du  secteur secondaire**, en revanche, a réalisé une baisse de 2,8% au lieu d’une hausse de 0,1% durant le deuxième trimestre de l’année précédente. Ceci a été le résultat de la baisse des valeurs ajoutées:* de l’industrie d’extraction de 9,4% au lieu d’une baisse de 7,5% ;
* du bâtiment et travaux publics de 2,8% au lieu d’une baisse de 1% ;
* des industries de transformation de 2,1% au lieu d’une hausse de 1,8%.

Et de la hausse de celle de l’électricité et eau de 1,4% au lieu d’une baisse de 1,5%.**la valeur ajoutée du secteur tertiaire, de son côté,** a enregistré un ralentissement de son taux d’accroissement passant de 6,2% le même trimestre de l’année précédente à 4,4%. Elle a été marquée par la hausse de 2,3% des activités  des Services immobiliers au lieu de 1,4% et par le ralentissement de celles : * de l’hébergement et la restauration à 31,2% au lieu de 57,9%;
* du transport et entreposage à 5,3% au lieu de 7,2%;
* des services de l’éducation, de la santé et Action sociale à 5,1% au lieu de 6,1%;
* des services rendus par l’administration publique générale et la sécurité sociale à 4,8% au lieu de 5,3%;
* de la recherche et développement et des services rendus aux entreprises à 2,2% au lieu de 6,6%;
* de l’information et la communication à 2% au lieu de 3,9% ;
* des services financiers et assurances à 1,2% au lieu de 6,6%;
* du commerce et réparation de véhicules à 1% au lieu de 1,5%.

Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu ainsi, un net ralentissement à 2,1% durant le deuxième trimestre 2023 au lieu de 4% le même trimestre de l’année précédente.Dans ces conditions, et tenant compte de la baisse de 0,4% des impôts sur les produits nets des subventions, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** a enregistré une hausse de 2,3% durant le deuxième trimestre 2023 au lieu de 2,2% une année auparavant.Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 6,8% durant le deuxième trimestre 2023 au lieu de 4,9% le même trimestre de l’année passée. De ce fait, la hausse du niveau général des prix a été de 4,5% au lieu de 2,7% une année auparavant.Aux prix courants, le PIB national a connu une hausse de 4,3% en 2022 dégageant une hausse du niveau général des prix de 3,1% au lieu 2,4% en 2021.**Demande intérieure en baisse**La demande intérieure continue à enregistrer des baisses de son taux d’accroissement en affichant une baisse de 0,2% au deuxième trimestre 2023 après une baisse de 1,6% la même période de l’année 2022, avec une contribution négative à la croissance économique nationale de 0,2 point.C’est ainsi que l’investissement brut (formation brute de capital fixe, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) continue à enregistrer des baisses de son taux d’accroissement en affichant un recul de 3,1% au deuxième trimestre 2023 après une baisse de 8,4% le même trimestre de l’année précédente, avec une contribution négative à la croissance de 1,1 point.En revanche, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 0,4% au lieu de 0,3%, avec une contribution à la croissance de 0,2 point. De même, la consommation finale des administrations publiques a affiché une augmentation de 3,1% au lieu de 4,9%, avec une contribution à la croissance de 0,6 point. **contribution positive des échanges extérieurs** Les échanges extérieurs de biens et services ont, en contrepartie, dégagé une contribution positive à la croissance, se situant à 2,5 points au lieu d’une contribution positive de 3,9 points le même trimestre de l’année précédente. C’est ainsi que les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 6,5% durant le deuxième trimestre 2023 au lieu de 27,7%, avec une contribution à la croissance de 3 points au lieu de 9 points durant la même période de l’année passée. De leur côté, les importations de biens et services ont augmenté de 1% au lieu de 12,2%, avec une contribution négative à la croissance de 0,5 point au lieu d’une contribution négative de 5,1 points une année passée. Amélioration de la capacité de financement de l’économie nationale Avec la hausse de 6,8% du PIB aux prix courants et l’augmentation de 1,2% des revenus nets reçus du reste du monde, le revenu national brut disponible a progressé de 6,4% au deuxième trimestre 2023 au lieu de 6% le même trimestre de l’année précédente. Compte tenu de l’augmentation de 6,8% de la consommation finale nationale en valeur au lieu d’une hausse de 8,5% enregistrée une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 29,5% du PIB au lieu de 29,9%.L’investissement brut (formation brute de capital fixe, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a représenté 27,9% du PIB au lieu de 35% durant le même trimestre de l’année précédente. Ce qui dégage une capacité de financement de 1,5% du PIB au deuxième trimestre 2023 au lieu d’un besoin de financement de 5,2% du PIB la même période de l’année précédente.. **En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du deuxième trimestre 2023 :** |

